

*Ce Comité Technique Local avait en ordre du jour : la fusion des SPF (Services de Publicité Foncière), l'accès des notaires au fichier immobilier, la mise en place de caisses sans numéraire sur de nouveaux sites, les ponts naturels 2019, un amendement sur la répartition des suppressions d'emplois 2019 concernant un emploi de gardien concierge.*

**Solidaires Finances Publiques, la CGT Finances Publiques et FO finances Publiques Paris ont lu une liminaire commune** sur le contexte mortifère tant national que parisien. Nous avons posé des questions précises afin de connaître la feuille de route de la direction pour les trois années qui viennent :

- Combien d'emplois sur Paris seront supprimés d'ici 3 ans ?
- Quelles seront les futures fusions de SIP, SIE mais aussi quand sera faite la fusion entre le SFACT et le CSP ?
- Quel avenir sur Paris intra-muros pour les PCE et les services dits de back office ?
- Quel avenir pour le contrôle fiscal ?
- Des agences vont-elles être mises en place à Paris ?
- Quels services sont concernés ?
- Quel avenir pour les CDIF ?
- Bref, quel avenir pour l'ensemble des missions relevant de la DRFIP ?

La direction a confirmé qu'elle était en train de travailler sur une réorganisation de nos services, en particulier sur la fusion de nombreux SIP et SIE avec comme objectif, comme le préconise la note de la Direction Générale du 10 décembre 2018, d'avoir des services de 50 ETP. **Ce qui veut dire concrètement, que des SIP et SIE vont disparaître de certains arrondissements de Paris et mettra ainsi à mal le service public de proximité. Mais à priori ce n'est pas une préoccupation ni de notre direction locale ni de notre direction nationale.**

Face à cette annonce, nous avons demandé à la direction, sans succès, de nous communiquer leur projet et la date à laquelle elle devait le rendre, car nous refusons d'être mis devant le fait accompli. C'est de notre avenir professionnel et personnel dont il est question. **Mais à priori ce n'est pas une préoccupation de notre direction locale comme de notre direction nationale. Nous ne sommes que des pions, et en bons**

**fonctionnaires nous ne devons qu'obéissance ...**

Nous avons également demandé sur quelle base de suppressions d'emplois, notre direction travaillait pour les réorganisations futures. Et évidemment, elle n'a pas cette information même si elle nous a confirmé que les futures suppressions d'emplois seront supérieures à ce que nous avons connu jusque-là (mais ça nous le savions déjà !). **Comment peut-elle travailler sur des fusions, réorganisations pour mettre en place des services à 50 ETP, sans avoir une idée des suppressions d'emplois pour les 3 ans qui viennent ? Solidaires Finances publiques n'y croit pas !**

Concernant la délocalisation de nos missions, la fameuse « géographie revisitée », à part nous dire que certaines missions des SPF quitteront Paris après la fusion, notre direction ne veut rien dire car elle ne sait pas ! **Une fois encore Solidaires Finances publiques n'y croit pas !** Concernant les SPF, la direction considère que la comptabilité et les actes complexes papiers ne peuvent pas être fait ailleurs...mais que ce n'est pas la DRFIP 75 qui décidera au final. Pour notre direction, quoi qu'il en soit, les agentes et agents des SPF ne seront pas obligés de suivre leur mission... dans la réglementation actuelle.

**La priorité des agentes et agents des SPF est de savoir si leurs missions partent et où. Mais une fois encore, ce n'est pas la priorité de notre direction !**

**Le discours de la direction est bien rodé : nous ne savons pas ! Mais nous savons que nos directeurs locaux travaillent d'arrache pied pour détruire nos missions et notre réseau de proximité. Sans oublier qu'en parallèle le gouvernement, avec la réforme de la fonction publique, est en train de détruire nos garanties collectives et individuelles. La mobilité et le détachement forcé, les départs volontaires, la fin du statut sont dans les tuyaux...Pour arrêter le train des réformes à très grande vitesse,**

**nous n'avons plus le choix : se mobiliser, se mettre en grève les 14, 19 et 28 mars prochain pour commencer !**

### **Accès des notaires au fichier immobilier :**

Ce dispositif devait être mis en place à la mi-février mais pour des raisons informatiques, ce dispositif est retardé à mai 2019. Pour la direction, cela n'engendre pas de surcharge de travail pour les agentes et agents. Or selon une experte de Solidaires Finances Publiques, les notaires ne savent pas lire les actes informatiques et ne savent pas chercher l'information donc ils appellent nos services... Selon la direction, nous ne devons pas répondre aux demandes techniques sur téléactes, les notaires doivent être orientés vers le service technique spécifique...**La vie est si simple pour la direction !**

### **Fusion SPF :**

Actuellement, il existe encore 12 SPF sur Paris. Au 16 septembre 2019, 6 ( les 1<sup>er</sup>, 3<sup>e</sup>, 9<sup>e</sup>, 10<sup>e</sup>, 11<sup>e</sup> et 12<sup>e</sup> SPF) seront fusionnés et deviendront le SPF 1. Au cours du second semestre 2020, les 6 autres SPF (les 2<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup>, 7<sup>e</sup> et 8<sup>e</sup> SPF) seront fusionnés et deviendront le SPF 2. Pour rappel, lors de l'annonce des fusions des SPF en 2018, la direction avait décidé d'une fusion de 12 à 3 SPF...La DG a retoqué ce projet pour soi-disant des problèmes informatiques. **On veut nous faire croire qu'il est plus facile techniquement de fusionner de 12 à 2 que de 12 à 3...dans une administration où l'on parle de remplacer les vérificateurs et vérificatrices par l'Intelligence Artificielle !!!** Encore une fois, la direction ne pense qu'à son objectif et pour cela laisse de côté les efforts et la surcharge de travail des collègues pour rattraper le retard sans oublier la pression quotidienne de certains chefs de service.

**Concernant la disposition des services fusionnés :** aucune documentation n'a été fournie aux élu.es du personnel mais nous avons obtenu certaines informations. Il y a bien une volonté de regrouper les SPF fusionnés qui sont aujourd'hui sur 3 étages différents. Des travaux préparatoires se dérouleront au printemps pour un déménagement à l'automne. Concernant l'organisation du travail, des réunions métiers sont prévues entre la direction et les collègues. **Solidaires Finances Publiques a demandé la présence de tous les collègues ainsi que celle d'un membre de l'équipe de prévention. Sur ce dernier point, la direction a accepté notre demande.**

Suite au questionnement de Solidaires Fi-

nances Publiques, les chefs de contrôle ayant une prime spécifique ont une garantie de rémunération pendant 3 ans.

*Solidaires Finances publiques a voté contre ce projet de fusion.*

### **Caisses sans numéraire :**

Alors qu'une loi prévoit l'externalisation des encaissements en numéraire à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2020, la DRFIP 75 a décidé de déployer à la demande de certains chefs de service, les caisses sans numéraires sur les sites de Paradis, Banque, Moulin vert et Reims à partir du 1<sup>er</sup> avril 2019. Notre DRFIP sait être bienveillant pour répondre aux demandes de ses chefs de services...au mépris des usagers. Une information sera transmise aux usagers très rapidement sur les sites concernés. Sur ce sujet, la direction s'est engagée à maintenir la prime de caisse sur les caisses sans numéraire.

**Pour Solidaires Finances Publiques, à la fracture numérique s'ajoute désormais la fracture numéraire.**

*Solidaires Finances publiques a voté contre ce nouveau déploiement.*

### **Les ponts naturels 2019 :**

Deux ponts naturels ont été imposés par le DRFIP 75 : le vendredi 31 mai et le vendredi 16 août.

**L'ensemble des organisations syndicales de Paris ont demandé au DRFIP d'accorder une « journée du directeur » pour l'un de ces deux congés obligatoires (le deuxième étant couvert par la journée ministre) comme l'a accordé le DDFIP du 65. Mais la bienveillance de certains ne traverse pas les Pyrénées et nous avons eu un refus ferme et catégorique de la part de notre directeur.**

*Solidaires Finances publiques a voté contre ces deux jours de congés obligatoires.*

### **Questions diverses :**

1) Prime de 200 euros : Nous avons demandé un état d'attribution, service par service, de cette prime. **Refus de la direction.**

2) Prime d'accueil SDE : Toujours rien à l'heure actuelle malgré la relance de la DRFIP 75 à la DG.

